

because of its interest capitalization policy, overvaluation of the security value in real estate loans, equity participation in the refinancing of problem accounts and accrual of interest income where the loan balance exceeded the value of the underlying security. CCB's difficulty was further exacerbated by its overexposure in the energy and real estate sectors. Management must have been fully aware that the Bank would stand or fall by its strategy. And whether the Bank would be able to ride out of its difficulty would depend on economic events. Hence, the Bank's expression of surprise following the events early this year which necessitated financial assistance is not a credible one. Where the Bank was surprised was by the timing of the decline in oil prices at the end of January and the release of the FRB report about its marginal loans in late February. These two events ultimately forced CCB to deal with its problem loans head-on.

#### B. Shareholders' Auditors

The fact that CCB had to be rescued five and a half months after its 1984 financial statements had been approved by the shareholders' auditors with an unqualified opinion raises questions about their role in the entire affair. Did the annual report of CCB for 1984 represent a fair and accurate view of the Bank's financial position at the time? In forming their opinion, the auditors evaluated the Bank's internal control and inspection systems which were material to its accounts, examined transactions by sampling and reviewed management decisions regarding loan loss provisions and income recognition. Examples of the auditors' reservations, concerns and criticisms with respect to every one of these critical components of the audit process have been illustrated by the extensive citations elsewhere in this report. Although the Committee was not able to obtain information about the exact magnitude of all these questionable practices and about the extent to which these practices would have materially affected the accounts of CCB, the chronology of events established by the Committee's investigation as well as the total size of the Bank's marginal loans revealed through the support agreement constitute sufficient evidence for the Committee to question the auditors' decision to issue an unqualified opinion.

The auditors performed their professional duty by informing the Board's Audit Committee as well as the President of all their suggestions for improvement. They are not responsible for management's subsequent inaction. However, the auditors also knew that the financial statements approved by them would be used not only by CCB's existing shareholders, but also potential shareholders, creditors and potential creditors. Indeed, the statement was used in the public prospectus with reference to the issue of shares in the CCB Realty Trust exchange dated February 6, 1985. Furthermore, given that the OIGB relies heavily on the audited financial statements regarding matters such as the valuation of assets and liabili-

preuve de moins de prudence qu'il eu été raisonnable d'espérer quant au traitement de ces comptes. Ces pratiques comptables surestimaient les revenus et sous-estimaient les pertes sur prêts à cause de la politique de capitalisation des intérêts, de surévaluation de la valeur des garanties offertes dans les cas de prêts immobiliers, de participation à l'avoir dans le cas de refinancement de comptes problème et de l'accumulation de revenus d'intérêts lorsque le solde du prêt dépassait la valeur des garanties obtenues. Les difficultés de la BCC ont été accrues par sa trop grande vulnérabilité dans les secteurs de l'énergie et de l'immobilier. La direction devait savoir que la stratégie adoptée par la Banque lui permettrait de réussir ou d'échouer; elle devait également savoir que la Banque serait en mesure de résoudre ses difficultés si la situation économique le lui permettait. En conséquence, la réaction de surprise exprimée par la Banque à la suite des événements survenus plus tôt cette année et ayant nécessité une intervention financière est invraisemblable. Ce qui a surpris la Banque, c'est plutôt le moment choisi pour la baisse des prix du pétrole à la fin de janvier et la publication du rapport de la FRB concernant les prêts marginaux à la fin février. Ces deux événements ont éventuellement forcé la BCC à faire face à ses prêts problème.

#### B. Vérificateurs des actionnaires

Le fait que la BCC ait dû être rescapée cinq mois et demi après que les états financiers de 1984 eurent été approuvés par les vérificateurs des actionnaires avec la mention «opinion sans réserve», soulève des questions quant à leur rôle dans toute cette affaire. Le rapport annuel de 1984 de la BCC présentait-il un tableau juste et précis de la situation financière de la Banque à cette époque? Avant de se faire une opinion, les vérificateurs ont évalué les systèmes de contrôle et d'inspection interne de la Banque se rapportant aux comptes, examiné les opérations par voie d'échantillonnage et revu les décisions de la direction concernant les provisions pour pertes sur prêts et les reconnaissances de revenus. Les longues citations rappelées plus haut dans le texte illustrent les réserves, les préoccupations et les critiques des vérificateurs quant à chacun de ces éléments du processus de vérification. Bien que le Comité n'ait pas été en mesure d'obtenir des renseignements sur l'ampleur exacte de ces pratiques douteuses ni sur la mesure dans laquelle ces pratiques auraient affecté les comptes de la BCC, la chronologie des événements qu'a fait ressortir l'enquête du Comité, ainsi que la valeur totale des prêts marginaux de la Banque qui a été connue au moment de l'entente sur le programme d'aide, constituent aux yeux du Comité une preuve suffisante pour mettre en doute la décision des vérificateurs d'émettre une opinion sans réserve.

Les vérificateurs ont fait leur travail en informant le Comité de vérification du Conseil d'administration ainsi que le président de toutes leurs suggestions en vue d'amélioration. Ils ne sont aucunement responsables de l'inaction subséquente de la direction. Toutefois, les vérificateurs savaient également que les états financiers qu'ils venaient d'approuver serviraient non seulement aux actionnaires de la BCC, mais aussi à des actionnaires éventuels, à des créanciers et à des créanciers éventuels. Dans la réalité, ces états ont été utilisés pour la préparation du prospectus en rapport avec l'émission d'action du «CCB Realty Trust Exchange», du 6 février 1985. De plus, compte tenu que le BIGB accorde une très grande importance